

## **Résolution adressée aux rédacteurs en chef concernant la suppression des postes de correcteurs et correctrices**

Monsieur le Rédacteur en chef, cher Confrère,

Vous le savez: progressivement, les correcteurs disparaissent de nos entreprises de presse, ou ne sont plus affectés qu'à des tâches particulières, tandis que l'essentiel des textes rédactionnels paraissent, désormais, sans relecture.

L'Association suisse des journalistes de langue française estime qu'on ne peut pas se résigner à ce malheur comme s'il s'agissait d'une fatalité.

Malheur parce que nul système automatique de correction ne peut remplacer l'intelligence humaine, et que déjà les fautes et les contresens se multiplient dans nos articles.

Malheur parce que, dans l'espoir d'économiser quelques salaires, les journaux abandonnent une tâche dont ils étaient, jusqu'ici, conscients et fiers: le maintien d'une écriture correcte, d'une ponctuation propre à faciliter la lecture, et de règles typographiques très longuement affinées pour que, malgré la hâte inhérente à notre travail, nos pages restent élégantes et claires.

Malheur, aussi, parce que les rédacteurs en chef et leurs adjoints, dont la tâche est d'entraîner une équipe, de lui donner un élan, de veiller sur le sens

et la cohérence des textes, ne peuvent pas se charger, en plus, de dépister les fautes d'accord de participe. Les correcteurs ont pour tâche, eux, d'être méticuleux, voire tatillons. C'est dans cet équilibre qu'ont fleuri les meilleurs journaux. Et, bien sûr, on ne coupe pas un membre sans compromettre l'équilibre du corps tout entier.

Nous le savons parfaitement: les mesures contre lesquelles nous nous élevons sont prises au nom des lois du marché, et donc considérées comme intouchables et sacrées. Mais nous savons aussi que certains gestionnaires ont la vue courte. La presse écrite jouit-elle d'un tel capital de confiance qu'elle puisse tranquillement encourir de nouveaux reproches de laisser-aller, de désinvolture et de légèreté? Son image dans le public, et donc sa survie, ne sont-elles pas en jeu?

Ces questions n'appellent, à notre avis, qu'une réponse : les rédactions romandes ne sauraient se résigner, et leurs responsables, à tous les échelons, doivent faire du maintien, ou du rétablissement, des services de correction un objectif prioritaire, qui mérite donc un combat de tous les instants.

Sûr de votre approbation et de votre appui, je vous adresse, au nom de l'Association suisse des journalistes de langue française, mes cordiales salutations

Daniel Favre, président.

*L'Association a reçu des accusés de réception de «24 Heures», de l'ATS qui a transmis à la conférence des rédacteurs en chef, du TEMPS et de L'Hebdo qui défendent le travail des correcteurs.*